

Des annonces pour l'école : oui, mais comment ?

Sous la pression des mobilisations enseignantes qui enflent depuis plusieurs semaines contre une loi Blanquer qui va accroître les inégalités sans apporter de vraies réponses aux urgences de l'école, le président de la République a multiplié les annonces à l'occasion de sa conférence de presse.

Un abaissement des effectifs, d'abord. Pas plus de 24 élèves dans les classes de grande section de maternelle, CP et CE1 hors éducation prioritaire - 35 000 classes sont concernées - et le dédoublement des 6 000 classes de grande section dans les REP et les REP+. Une annonce bienvenue, la France restant loin derrière les pays comparables de l'OCDE en ce domaine. Reste que malgré une légère baisse des effectifs dans les années qui viennent, ces deux mesures ont un coût budgétaire, autour de 10 000 postes supplémentaires. Soit des enseignantes et enseignants à recruter et à former, la suppression de 1000 postes au concours pour 2019, ne va pourtant pas dans ce sens.

Le ministère devra donc expliquer rapidement comme il entend procéder, sauf à charger encore un peu plus les autres niveaux de classes. Par ailleurs, pour le SNUipp-FSU, une telle mesure ne peut être qu'une étape. C'est bien dans toutes les classes, qu'il faut réduire les effectifs.

Autre annonce, un arrêt des fermetures d'écoles « *sans l'accord du maire* ». Il est vrai que le tissu scolaire en milieu rural a déjà payé un lourd tribut pour financer les dédoublements en éducation prioritaire. Mais l'annonce aurait plus de consistance s'il s'agissait d'en finir avec les fermetures de classes pour porter une réelle attention au service public d'éducation au plus près des territoires.

« *Mieux former les professeurs et rendre leur carrière plus attractive* ». Au détour d'une phrase, le Président a également évoqué deux leviers essentiels, d'ailleurs actionnés depuis longtemps par les pays dont le système éducatif est plus performant et égalitaire que le nôtre. Mais là aussi, on attend du concret. Car pour l'heure, en termes de formation initiale, il n'est question que de mettre les étudiantes et étudiants en responsabilité de classe et d'une réforme ne répondant pas aux

enjeux du nécessaire renforcement de la professionnalité enseignante. Et s'agissant de l'attractivité du métier, on attend toujours la revalorisation salariale qui amènerait les enseignantes et enseignants français au même niveau que leurs homologues des pays comparables. Ils sont actuellement payés 29% de moins...

Alors « Le dire, c'est bien, le faire c'est mieux. » Les PE attendent plus, car sans réorientation politique, et sans moyens afférents, on en restera aux annonces. Les mobilisations restent fortes, et notamment le 9 mai, pour revendiquer les moyens de faire réussir tous les élèves.

Paris, le 26 avril 2019